



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2001/81
22 décembre 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 14 b) de l'ordre du jour provisoire

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS

MINORITÉS

Droits des personnes appartenant à des minorités nationales
ou ethniques, religieuses et linguistiques

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Dans sa résolution 2000/52, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de mettre à la disposition des gouvernements qui le demandent des services d'experts spécialistes des problèmes des minorités, demandé au Groupe de travail sur les minorités d'apporter sa contribution et de participer aux préparatifs de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, engagé les États, les organisations intergouvernementales, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales à participer activement aux travaux du Groupe de travail, engagé les États à faciliter la participation concrète de représentants d'organisations non gouvernementales et de personnes appartenant à des minorités aux travaux du Groupe de travail, invité la Haut-Commissaire aux droits de l'homme à solliciter à cette fin le versement de contributions volontaires et le Haut-Commissariat à envisager favorablement la recommandation du Groupe de travail relative à l'organisation d'un séminaire à l'intention de représentants d'organismes mondiaux et régionaux en vue de débattre de leurs activités respectives dans le domaine de la protection des minorités, prié le Secrétaire général de fournir au Groupe de travail tous les services et moyens dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat et de lui soumettre, à sa cinquante-septième session, un rapport sur l'application de la résolution.

2. Le présent rapport est soumis en application de la résolution susmentionnée.

II. Services d'experts spécialistes des problèmes des minorités, y compris de la prévention et du règlement des différends, afin d'apporter une assistance dans des situations où des minorités sont ou pourraient être impliquées

3. Comme la Haut-Commissaire l'a souligné dans son rapport à la cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/2000/12), des mesures énergiques sont nécessaires pour réduire les tensions et la violence fondées sur les conflits ethniques, raciaux ou xénophobes. Elle a indiqué que ces mesures devraient comprendre une diplomatie préventive, des mécanismes d'alerte rapide, la promotion de la tolérance par l'enseignement des droits de l'homme, le renforcement des institutions démocratiques grâce à une meilleure représentation de tous les membres de la société, des actions concrètes en faveur de groupes désavantagés et la promotion du multiculturalisme.

4. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme fournit aux gouvernements qui le lui demandent une assistance technique axée notamment sur les problèmes des minorités, le renforcement de la protection des droits de l'homme et la prévention des violations des droits de l'homme. Cette assistance s'inscrit dans le cadre des activités entreprises à l'échelle du système des Nations Unies afin de mettre en place un système plus efficace de prévention durable des conflits. À cet égard, il sera utile de se reporter aux observations figurant dans le rapport établi par le Secrétaire général en vue du Sommet du millénaire (A/54/2000) qui ont été formulées de nouveau dans le rapport du groupe sur les activités de l'ONU dans le domaine de la paix ("rapport Brahimi") (A/55/305-S/2000/809) selon lequel "dans de nombreux cas de conflit interne, la pauvreté s'accompagne de clivages ethniques ou religieux dans lesquels les droits des minorités ne sont pas suffisamment respectés [et] les institutions de l'État ne font pas à ces groupes une place suffisante. Des stratégies préventives durables doivent, dans de tels cas, contribuer à promouvoir les droits de l'homme, protéger les droits des minorités et mettre en place des institutions politiques dans lesquelles tous les groupes sont représentés ... Il faut que chaque groupe se convainque que l'État appartient à tous" (ibid., par. 29).

5. L'accent a été mis également sur ces questions dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (résolution 55/2 de l'Assemblée générale) dans laquelle les participants au Sommet du millénaire ont décidé de "renforcer, dans tous les pays, les capacités nécessaires pour appliquer les principes et pratiques de la démocratie et du respect des droits de l'homme, y compris les droits des minorités".

III. Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

6. Le Groupe de travail sur les minorités, à sa sixième session tenue en mai 2000, a débattu de sa contribution à la Conférence mondiale. Pendant le débat, un document de travail consacré à des questions telles que les liens entre le racisme, la protection des droits des minorités et l'action des institutions nationales a été présenté¹. Le débat a fait l'objet d'un résumé qui figure dans le rapport pertinent du Groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/2000/27). À son issue, le Groupe de travail

¹ Document de travail présenté par l'observateur de la Commission fédérale suisse contre le racisme (E/CN.4/Sub.2/AC.5/2000/WP.6).

a chargé son président-rapporteur de préparer une déclaration dans laquelle l'accent serait mis sur le lien entre l'élimination de la discrimination raciale et la protection des minorités, en vue de la Conférence mondiale contre le racisme.

IV. Participation aux travaux du Groupe de travail sur les minorités et commentaire sur la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques à incorporer dans le manuel des Nations Unies sur les minorités

7. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme continue de prendre des mesures afin de mettre en œuvre les recommandations dans lesquelles la Commission des droits de l'homme lui a demandé d'encourager une participation plus importante des représentants des minorités aux réunions du Groupe de travail sur les minorités et de solliciter des contributions volontaires à cette fin.

8. Le Haut-Commissariat a en outre proposé qu'un manuel sur les problèmes des minorités soit élaboré et publié avant la Conférence mondiale contre le racisme qui se tiendra à Durban (Afrique du Sud) du 31 août au 7 septembre 2001. Dans le manuel figurera le texte de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques ainsi que le commentaire sur ladite Déclaration rédigé par le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les minorités.

V. Promotion de la mise en œuvre de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, y compris l'organisation de séminaires régionaux et d'experts

9. Afin de mieux faire connaître la "Déclaration sur les minorités" et le Groupe de travail sur les minorités, le premier séminaire régional du Groupe de travail a été organisé du 13 au 15 mai 2000 à Arusha (République-Unie de Tanzanie). L'accent y a été mis sur "Le multiculturalisme en Afrique : comment réaliser une intégration pacifique et constructive dans des situations intéressant les minorités et les peuples autochtones"². Le séminaire a été appuyé par le Groupe de travail sur les populations autochtones et organisé avec le concours du Centre international des études ethniques. Des participants qui provenaient de plusieurs sous-régions d'Afrique et des observateurs issus d'autres régions du monde ont assisté au séminaire puis à la sixième session du Groupe de travail sur les minorités qui s'est tenue du 22 au 26 mai 2000 à Genève.

10. Au cours du séminaire, les participants ont soulevé des questions concernant l'éducation et la participation concrète des minorités à la vie politique et recommandé diverses mesures. Ils ont estimé que le manque d'accès au pouvoir politique, au processus décisionnel, aux services de base et aux ressources jouait un rôle déterminant lorsqu'il s'agissait de définir la notion de minorité. Ils ont appelé l'attention sur le fait qu'il était indispensable, dans la région africaine où les États multiculturels et multiethniques étaient légion, de respecter et de garantir la représentation de tous les groupes dans le processus démocratique. L'importance majeure de l'accès à l'éducation a été reconnue. On a estimé qu'il fallait que l'éducation soit pertinente et permette à ces groupes de développer leur culture et d'apprendre leur langue. Les participants ont

² Voir le document E/CN.4/Sub.2/AC.5/2000/WP.3.

recommandé que les minorités soient consultées dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques de développement qui les concernent et bénéficient des bienfaits du développement. Ils ont proposé d'organiser un autre séminaire dans la région et estimé que les futurs séminaires devraient, grâce à la participation des gouvernements africains, des organisations non gouvernementales, des peuples autochtones, des minorités et des universités, faire mieux comprendre les questions ayant trait aux peuples autochtones et aux minorités en Afrique. En outre, ils ont demandé à l'ONU d'envisager de créer un fonds destiné à aider les représentants des minorités à participer aux travaux du Groupe de travail sur les minorités, comme cela avait été le cas pour le Groupe de travail sur les populations autochtones.

11. La participation des personnes appartenant à des minorités à la vie publique et politique, une attention particulière étant accordée à des méthodes intégratives et autonomistes de protection des minorités, a été retenue comme thème spécial des débats de la septième session du Groupe de travail. Pour faciliter ces débats, on a demandé que des documents de travail portant sur des thèmes tels que la jurisprudence pertinente aux niveaux régional et mondial et présentant des modèles de solutions intégratives et autonomistes (voir E/CN.4/Sub.2/2000/27) soient élaborés.

VI. Organisation de séminaires à l'intention de représentants d'organismes mondiaux et régionaux et d'organes créés en vertu d'instruments internationaux en vue de débattre de leurs activités respectives dans le domaine de la protection des minorités

12. La Commission des droits de l'homme a demandé que les organes créés en vertu d'instruments internationaux, les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail de la Commission accordent une attention particulière aux questions concernant la situation des minorités. À cet égard, la Commission voudra peut-être noter en particulier que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa première journée de débat général consacrée à la situation des Roms, à l'issue de laquelle il a adopté sa recommandation générale XXVII concernant la discrimination à l'égard des Roms (A/55/18, annexe V).

13. Dans sa résolution 2000/52, la Commission des droits de l'homme a invité le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à envisager favorablement la recommandation du Groupe de travail relative à l'organisation d'un séminaire à l'intention de représentants d'organismes mondiaux et régionaux, d'organes créés en vertu d'instruments internationaux et d'institutions spécialisées en vue de débattre de leurs activités respectives dans le domaine de la protection des minorités. Le Haut-Commissariat est en train d'examiner cette recommandation de façon approfondie et étudie entre autres la possibilité de tenir un séminaire de deux jours pendant la Conférence mondiale contre le racisme, étant donné que, conformément à la participation demandée dans la résolution susmentionnée, la Conférence mondiale contre le racisme apparaît comme le cadre le plus pratique. Les débats prévus à ce séminaire devraient porter sur la façon d'améliorer la coordination afin de réduire les chevauchements et les activités parallèles et d'assurer l'échange d'informations sur les droits des minorités, notamment sur les meilleures pratiques permettant d'assurer la protection de ces droits.
